

LA DÉFENSE NATIONALE

ON DEMANDE D'OBSERVER LA SEMAINE
DE LA PAIX

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert W. Prittie (Burnaby-Richmond): J'aimerais poser une question au premier ministre. Je regrette de ne pas l'en avoir avisé. Le premier ministre a-t-il reçu de la Campagne canadienne pour le désarmement nucléaire une lettre portant la signature de l'honorable J. T. Thorson et demandant que la semaine du 5 au 11 novembre soit proclamée «Semaine de la paix» dans tout le Canada? Dans le cas de l'affirmative, a-t-il quelque observation à faire à ce propos?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ai bel et bien reçu une lettre et j'ai fait savoir au juge Thorson que, même si nous voulons tous travailler, par tous les moyens possibles, à la réalisation de la paix, nous devons nous conformer à la pratique suivie par les gouvernements qui nous ont précédés: d'une manière générale, on a refusé de consacrer une journée ou une semaine à telle ou telle fin.

TRANSPORT PAR AVIONS DE BOMBES ATOMIQUES
DES ÉTATS-UNIS AU-DESSUS DU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): J'aimerais poser une question au ministre de la Défense nationale. Si je la pose, monsieur l'Orateur, c'est qu'elle concerne de manière urgente bon nombre de Canadiens et, tout en cherchant à me renseigner, je m'efforce de m'en tenir au Règlement. M. Ralph E. Lapp, autorité éminente en physique nucléaire, a déclaré hier qu'une bombe à hydrogène de la puissance de 24 millions de tonnes de TNT avait été jetée au-dessus de la Caroline-du-Sud le 24 janvier 1961 et était venue bien près d'exploser du fait que cinq de ses six dispositifs de sûreté n'avaient pas fonctionné. Le ministre pourrait-il nous dire si des avions américains qui transportent ce genre de bombe survolent le Canada?

L'hon. D. S. Harkness (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, j'aimerais dire tout d'abord que cette déclaration n'est pas du tout confirmée. Je constate que le département de la défense des États-Unis se refuse à l'accepter ou à la confirmer. Quant à la question elle-même, il s'agit d'une situation maintes fois tirée au clair dans le

[M. Berger.]

passé, comme doit se le rappeler, j'en suis sûr, l'honorable représentant.

Le 3 juin 1958, le premier ministre a déclaré:

Dans les passages que j'ai signalés, la Chambre était informée que les bombardiers des États-Unis portant des armes nucléaires ne survolaient le Canada qu'avec la permission préalable des autorités canadiennes. Chaque vol doit faire l'objet d'une demande expresse, car on ne donne pas d'autorisation générale. Les armes sont désamorçées afin d'éviter les accidents. En somme, on s'en tient à ce qui avait été établi par le gouvernement précédent.

M. Charles M. Drury (Saint-Antoine-Westmount): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Défense nationale. Le Canada a-t-il promis, d'une manière explicite ou implicite, aux États-Unis qu'il accepterait et se servirait d'armes nucléaires sur le sol canadien ou lancées du Canada?

L'hon. M. Harkness: Monsieur l'Orateur, je ne puis rien ajouter à ce qui a été dit à maintes reprises dans cette enceinte, au cours des deux ou trois dernières années, à propos de toute cette question.

LES NATIONS UNIES

ESSAIS NUCLÉAIRES—ATTITUDE DU CANADA
DEVANT LA RÉOLUTION MEXICAINE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Paul Martin (Essex-Est): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures une question fondée sur une réponse qu'il a donnée vendredi dernier à l'honorable représentant de Greenwood. Vu que le ministre a déclaré que le gouvernement du Canada s'oppose aux essais nucléaires avec ou sans contrôle, dirait-il que le Canada va appuyer la résolution, inscrite au nom de 30 nations, qui a été déposée aux Nations Unies vendredi dernier et qui demande aux puissances nucléaires de cesser tous essais d'engins nucléaires avant le 1^{er} janvier?

L'hon. Howard C. Green (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le texte de la résolution ne nous est parvenu qu'au cours de la fin de semaine et il est encore à l'étude.

(Texte)

LA CHAMBRE DES COMMUNES

QUESTIONS AU SUJET DE L'EXEMPLAIRE FRANÇAIS
DU LIVRE BLEU DU BUDGET REVISÉ
DES DÉPENSES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.